

FAITS SAILLANTS (10 mai 2021)

- Les humanitaires appuient les hôpitaux de Bangui à faire face à la pénurie d'électricité et d'eau potable suite aux pluies torrentielles qui se sont abattues sur la ville.
- La République centrafricaine fait face depuis la mi-mars à la deuxième vague de COVID-19.
- La réponse d'urgence multisectorielle a permis d'atteindre 2 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays sur le site du PK3 de Bria, où un incendie a détruit leurs abris.
- A Bossangoa, des milliers de déplacés retournent chez eux dans l'incertitude.
- Pour répondre aux besoins les plus urgents en 2021, les acteurs humanitaires prévoient d'assister 1,84 millions de personnes et auront besoin de US\$ 444,7 millions.



Mwala Georgette, 24 ans, tient son petit garçon, Kuri Isai, âgé de neuf mois, près d'une église utilisée pour abriter les familles déplacées en raison de la dernière vague de troubles dans la capitale Bangui. ©OCHA/Siegfried Modola, Bangui, RCA, 2021.

CHIFFRES CLÉS

4,9M

Population

2,8M

Pers. ayant besoin d'une aide humanitaire

1,84M

Pers. ciblées pour assistance en 2021

1,6M

Personnes assistées en 2020

2,4M

Pers. en insécurité alimentaire

738K

Personnes déplacées (31/03/2021)

650K

Réfugiés centrafricains

6866

Cas confirmés COVID-19

95

Décès liés à la COVID-19

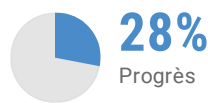
FINANCEMENT (2021)

\$444.8M

Requis

\$124.5M

Reçu



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1025/summary>

CONTACTS

Vedaste KALIMA

Chef de Bureau

vedaste@un.org

Maxime NAMA CIRHIBUKA

Chef de Section Information Publique

namacirhibuka@un.org

Anita CADONAU

Chargée du Reporting

anita.cadonau@un.org

RÉPONSE D'URGENCE (10 mai 2021)

De graves intempéries plongeaient Bangui dans le noir pendant des semaines

Cinquante maisons se sont effondrées et quatre-vingt ont connu des dommages importants le 23 avril 2021 dans les villages de Kodozilo et Danzi, à 20 km au nord de la capitale Bangui, lors d'une tempête accompagnée de fortes pluies. Plus de 130 familles ont été affectées par les conditions météorologiques sévères et cinq personnes ont été blessées dans les maisons qui se sont effondrées ou par les débris emportés par les vents violents. Les stocks de nourriture et les semences qui auraient dû être plantés dans les prochaines semaines ont également été détruits.

A peine commencée, la saison pluvieuse a déjà durement frappé la République centrafricaine. Les pluies torrentielles du 23 avril n'ont pas seulement affecté les habitants de Kodozilo et Danzi, mais ont aussi plongé toute la capitale dans le noir pendant des semaines et ont fait de l'eau un bien encore plus rare dans un pays où seule une personne sur trois a accès à l'eau potable. La tempête a endommagé plusieurs pylônes électriques à Danzi, qui font partie de l'infrastructure fournissant de l'électricité depuis la centrale de Boali jusqu'à Bangui, situé à 50 kilomètres.

Plus fréquents et plus graves

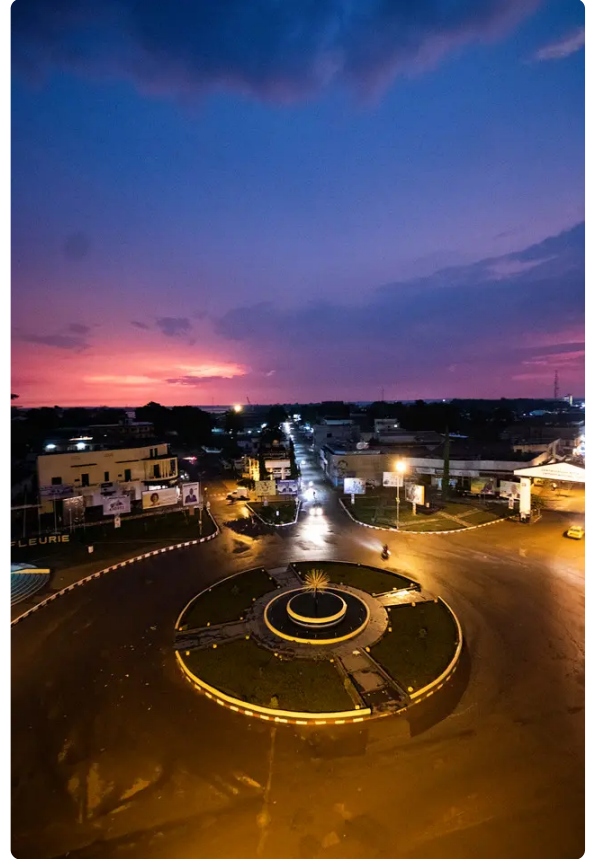
Les risques naturels se transformant en catastrophes sont de plus en plus fréquents et sévères en Centrafrique. En octobre 2019, près de 100 000 personnes étaient affectées par des inondations, dont 33 000 à Bangui, ville construite sur les rives du fleuve Oubangui. Les humanitaires ont fourni une aide multisectorielle d'urgence et la plupart des déplacés ont pu rentrer chez eux. En 2020, 22 000 personnes ont été touchées par des inondations dans huit préfectures et dans la capitale.

Dans le noir et au sec

Les dommages subis par les pylônes électriques n'ont pas pu être immédiatement réparés. Le fournisseur d'électricité Energie centrafricaine (ENERCA) a annoncé que l'alimentation en électricité de Bangui et de la ville voisine de Bimbo serait interrompue pendant au moins dix jours. L'électricité a toujours été un bien rare à Bangui et dans le pays, seulement [32% de la population](#) ayant accès à l'électricité. Les habitants de la plupart des quartiers de la capitale sont habitués à recevoir l'électricité quelques heures par jour, avec des interruptions prolongées à cause des pannes récurrentes, d'autres ne sont pas du tout connectés au réseau ou les coûts de l'électricité restent prohibitifs, et les gens ont appris à vivre avec.

Conséquences sur les formations sanitaires

L'électricité et l'eau sont loin d'être des produits de luxe dans le secteur de la santé. La panne d'électricité a donc eu de graves conséquences sur le fonctionnement des établissements de santé dans la capitale et à Bimbo, bien que l'ENERCA ait mis en place un système de secours avec des générateurs à combustible pour les services essentiels, notamment les



A la suite de pluies torrentielles, cinq pylônes transportant du courant se sont écroulés, plongeant Bangui dans le noir et altérant ainsi la distribution de l'eau. ©OCHA/Anne Kennedy, Bangui, RCA, 2020.

hôpitaux et la communication. L'approvisionnement en électricité de 75% des principaux hôpitaux et centres de santé – 12 des 16 structures sanitaires – a été complètement interrompu ou a connu des coupures régulières, faute de carburant ou de générateurs en état de marche. L'approvisionnement en eau de la ville a également été interrompu en raison de la dépendance à l'électricité pour le traitement et la distribution de l'eau. Plus de la moitié des 16 principaux établissements de santé de Bangui et de Bimbo – neuf des 16 formations sanitaires – ont vu leur approvisionnement en eau interrompu, ce qui a eu des répercussions notamment sur l'hygiène. La pénurie d'eau a asséché des quartiers entiers pendant plusieurs jours.

Une réponse humanitaire rapide

L'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement est intervenue et a distribué de l'eau avec des camions et l'UNICEF a appuyé la Société de distribution d'eau (SODECA) pour installer des réservoirs dans des quartiers pour assurer l'accès de la population à l'eau. Les partenaires humanitaires qui soutiennent régulièrement les principaux hôpitaux de Bangui et de Bimbo ont réagi immédiatement et ont réparé les générateurs et fourni du carburant supplémentaire, parvenant ainsi à maintenir le fonctionnement des services de santé essentiels. La Banque mondiale s'est engagée à fournir des générateurs pour assurer la continuité de la gestion des cas COVID-19 dans les centres de traitement spécialisés. Les partenaires humanitaires et de développement ont travaillé 24 heures sur 24 avec le gouvernement pour identifier des solutions permettant de combler les lacunes et d'assurer l'approvisionnement en électricité et en eau des établissements de santé, sous la coordination du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). La mission de maintien de la paix des Nations Unies, la MINUSCA, a mis à disposition une équipe d'ingénieurs, du matériel et des équipements pour accélérer les travaux de réparation de l'ENERCA sur les pylônes au village de Danzi. Elle a aussi fourni un générateur de grande capacité à la SODECA pour le pompage et la distribution de l'eau. L'alimentation électrique de la capitale a été partiellement rétablie et les travaux de réparation se poursuivent jusqu'à ce que la capitale soit à nouveau suffisamment éclairée.

ARTICLE PRINCIPAL (11 mai 2021)

COVID-19 : La deuxième vague frappe la République centrafricaine

Un an s'est écoulé depuis que le Ministre de la Santé de la République centrafricaine a annoncé le premier cas de COVID-19 le 14 mars 2020. Des mesures pour contenir la propagation et protéger la population avaient été prises immédiatement, avec le soutien de la communauté humanitaire. Fin mars, les écoles ont été fermées dans tout le pays, les rassemblements de groupes avaient été interdits, les vols internationaux interrompus et les mouvements entre Bangui et les régions limités, à l'exception de ceux liés à l'assistance humanitaire. Deux mois après le premier cas positif, le premier décès lié à la COVID-19 avait été enregistré. Un an après, le pays fait face à la deuxième vague de COVID-19, avec une tendance à la hausse des nouveaux cas signalés depuis la mi-mars 2021. Au 9 mai 2021, 6 866* personnes ont été testées positives et 95 sont décédées à cause du virus, selon le ministère de la Santé publique et de la population, tandis que les besoins humanitaires ont explosé. Jamais au cours des cinq dernières années il n'y a eu autant de personnes dans le besoin aigu qu'aujourd'hui. La pandémie a frappé un pays déjà ravagé par des décennies de conflit armé et de sous-développement.



Prise de température d'une patiente avant qu'elle entre dans l'Hôpital de Bimbo près de la capitale Bangui où l'ONG ALIMA met en œuvre un projet de prévention et prise en charge de la COVID-19. ©OCHA/Siegfried Modola, Bangui, RCA, 2021.

Défié sur tous les fronts

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la République centrafricaine était parmi les pays les moins préparés à faire face à la pandémie. Une série de facteurs aggravants rendent le pays à la fois vulnérable et la réponse à la pandémie difficile.

Faible système de santé et accès à l'eau

Tout d'abord, le système de santé fonctionne à peine, en raison d'une pénurie chronique de personnel de santé qualifié, d'équipements médicaux et de médicaments de base. 70% des services de santé sont fournis par des organisations humanitaires et plus de 2,5 millions de personnes, soit la moitié de la population, ont besoin d'une assistance sanitaire. Un Centrafricain sur quatre doit marcher pendant plus d'une heure pour atteindre la clinique la plus proche et, pour beaucoup, les factures des consultations et des médicaments sont inabornables.

Lorsqu'il s'agit de l'une des mesures les plus élémentaires pour éviter de contracter la COVID-19 – le lavage régulier des mains avec de l'eau et du savon – la situation n'est pas meilleure. Seul un Centrafricain sur trois a accès à l'eau potable, à des toilettes et à une douche. Et pour beaucoup, le savon est un produit de luxe. L'accès à l'eau et à l'assainissement est particulièrement problématique sur les nombreux sites où vivent [203 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays](#) (PDI), souvent dans des abris de fortune surpeuplés où la distance physique n'est pas praticable.

Approvisionnement et logistique

L'approvisionnement en équipements de protection et dispositifs médicaux pour diagnostiquer et traiter les patients atteints de la COVID-19 avait posé un sérieux problème, en particulier au début de la pandémie. Six mois après le début de la pandémie, le pays ne possédait que deux ventilateurs et 25 en attente d'acquisition, soit 3% des besoins identifiés. L'insuffisance des infrastructures routières et la saison des pluies qui dure six mois perturbent les chaînes d'approvisionnement dans une majeure partie du pays. L'insécurité entrave encore l'accès aux services et la possibilité pour les humanitaires d'atteindre les personnes ayant besoin d'assistance. Le manque cruel d'infrastructures de la chaîne du froid entrave encore davantage l'approvisionnement en médicaments dans tout le pays.

Et le facteur humain

À ces défis tangibles s'étaient ajoutées une incrédulité généralisée quant à l'existence du virus et une désinformation sur la contagion et la prévention. Les premiers mois de la pandémie avaient été marqués par des agressions verbales, des intimidations et des stigmatisations à l'encontre des étrangers, y compris des travailleurs humanitaires, car on leur reprochait d'avoir importé le virus.

Une réponse humanitaire sans précédent

Face à ces défis sur tous les fronts, les organisations humanitaires et les acteurs du développement avaient intensifié leur soutien au Ministère de la Santé pour apporter une réponse globale et décentralisée, et pour renforcer le système de santé publique et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Près d'un tiers du budget de 553,6 millions de dollars alloué à l'assistance humanitaire en 2020 a été consacré à la réponse à la COVID-19.

En janvier 2021, l'OMS a fourni au Ministère de la Santé 100 concentrateurs d'oxygène et 21 ventilateurs, dont cinq pour enfants.

Des seaux et des savons

Des forages ont été creusés et des points d'eau mis en place. Des dispositifs de lavage des mains ont été installés. Des seaux, du savon, des masques et du chlore ont été distribués dans les centres de santé, les écoles et les sites de personnes déplacées. Des tentes et des unités d'habitation mobiles ont été transformées en sites d'isolement médical et de consultation pour les cas suspects. Les organisations humanitaires ont réorganisé les sites de personnes déplacées, créant

des zones pour isoler les cas suspects et regroupant les familles avec des patients dans des zones désignées pour leur porter assistance. Les capacités et la disponibilité du personnel de santé ont été renforcées. Des plans de communication ont été élaborés, des travailleurs communautaires ont été formés pour sensibiliser la population aux mesures de prévention et des messages ont été diffusés à la radio. Des programmes d'apprentissage à distance pour les enfants ont été développés pour compenser la fermeture des écoles.

Ainsi, en 2020, les partenaires humanitaires ont amélioré l'accès aux soins de santé pour plus de 938 000 personnes et l'accès à l'eau et à l'assainissement pour 770 000 personnes, dont de nombreuses personnes déplacées. Des campagnes de sensibilisation et d'atténuation des risques ont touché plus de deux millions de personnes.

Ponts aériens reliant personnel et marchandises

Une priorité immédiate de la réponse était l'acquisition et l'expédition de fret humanitaire urgent et le repositionnement des stocks. L'Union européenne a mis en place un pont aérien en mai 2020 et a expédié à Bangui 40 tonnes d'équipements de protection individuelle et de matériel de réanimation. Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a transporté des travailleurs humanitaires et des articles de secours à Bangui lorsque les vols commerciaux ont été interrompus de mars à juillet 2020 et continue à permettre l'évacuation médicale des humanitaires et le déploiement d'équipes dans des endroits éloignés.

Investir dans la communication

Les partenaires humanitaires ont mis en place une initiative de suivi pour surveiller la désinformation et la peur associées à la COVID-19 au sein des communautés. Plus de 1 300 réactions communautaires ont été recueillies et analysées pour adapter la réponse et les efforts de communication. Les acteurs de la santé et de la protection ont élaboré et diffusé des messages clés sur la stigmatisation, la désinformation et la manipulation liées à la COVID-19, par exemple dans le [Bulletin hebdomadaire de vérification des rumeurs et informations](#). Plus de 10 000 radios ont été distribuées rien qu'entre avril et juillet 2020 et 90% des Centrafricains ont reçu des informations vitales sur la COVID-19.

Adapter les modalités d'assistance

Les interventions en espèces sont devenues une modalité d'assistance privilégiée qui évite les grandes foules et offre un espace plus sûr pour l'assistance humanitaire en période de pandémie. Avec 48% de bénéficiaires supplémentaires atteints en 2020 par rapport à l'année précédente, l'assistance en espèces a connu une forte augmentation. Plus de 375 000 personnes ont reçu 11,6 millions de dollars pour une assistance multisectorielle liée à la COVID, en espèces ou en bons d'achat, avant tout pour améliorer l'accès à l'eau et l'hygiène.

Des implications au quotidien pour tous

Malgré des efforts sans précédent de la part de la communauté humanitaire et le pire des cas évité, l'année n'est pas passée sans laisser des traces.

Crise d'apprentissage et de protection

Les enfants centrafricains ont payé un tribut particulièrement lourd pendant la pandémie. La plupart ont été déscolarisés pendant la moitié de l'année. Le Cluster éducation estime que 1,4 million d'élèves ont été affectés par la fermeture d'écoles. La crainte persiste que certains enfants ne retourneront jamais à l'école, ajoutant une couche supplémentaire au niveau d'éducation déjà faible. Les analyses ont également montré une augmentation des violences sexuelles à l'encontre des filles dans de nombreuses régions du pays et en particulier à Bangui pendant la fermeture des écoles. Certaines écoles ont à nouveau fermé pendant la deuxième vague en avril 2021 en réaction à des cas positifs de COVID-19 parmi leurs élèves et leurs enseignants. Cependant, une deuxième fermeture d'école à l'échelle nationale a pu être évitée jusqu'à présent.

Hausse du coût de la vie et insécurité alimentaire

La pandémie a également eu des répercussions directes et indirectes sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La perturbation des importations due à la fermeture des frontières et au renforcement des contrôles frontaliers a affecté l'offre et la demande de certains produits et donc leurs prix, dans un pays fortement dépendant des importations. Les familles ont perdu leurs revenus à un moment où elles devaient faire face à une hausse du coût de la vie liée à la pandémie. Les mesures de confinement ont limité l'accès physique aux zones où les gens gagnent normalement leurs vies et ont augmenté les coûts de transport. Aujourd'hui, 2,4 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, [ne mangent pas à leur faim](#). Ce chiffre a augmenté de 570 000 personnes en trois mois seulement. Pour atténuer les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire, les organisations humanitaires ont procédé en 2020 à des distributions de nourriture pour 900 000 personnes vulnérables et le soutien agricole a aidé 170 000 agriculteurs à produire leur propre nourriture et à augmenter leurs revenus.

Les perspectives d'avenir

Le 23 février 2021, le Ministre de la Santé, Dr Pierre Somse, a lancé le processus d'élaboration du plan national de déploiement et d'utilisation des vaccins COVID-19, qui a été soumis à la facilité COVAX et est actuellement en cours de révision technique au niveau régional. Le pays bénéficiera du déploiement mondial de vaccins par le biais de la facilité COVAX avec au moins 372 000 doses, selon les prévisions de distribution de février 2021, en plus des dons bilatéraux qui ont déjà été annoncés. Le 21 avril 2021, les Nations Unies ont lancé une campagne de vaccination pour leur personnel en République centrafricaine et le personnel des ONGI partenaires éligibles, dans le cadre de leur devoir de diligence.

Scepticisme à l'égard des vaccins

Une enquête récente menée par l'ONG Ground Truth Solutions indique que les Centrafricains sont prêts à se faire vacciner contre la COVID-19 et pensent que le vaccin contribuera à éradiquer le virus. Cependant, l'enquête a également révélé des opinions négatives et des informations erronées sur le vaccin chez certains chefs religieux et communautaires. Comme ils sont perçus comme une source fiable d'informations sur la COVID-19, les chefs religieux et communautaires sont intégrés dans les campagnes de sensibilisation, actuellement développées par le ministère de la Santé publique et soutenues par les partenaires humanitaires et de développement, afin d'éviter la diffusion de fausses informations sur le vaccin.

Alors que la pandémie a arrêté la vie dans une majeure partie du monde, au moins momentanément, en République centrafricaine, la COVID-19 n'a fait qu'ajouter une couche supplémentaire à une crise humanitaire déjà longue qui piège une grande partie de la population.

** Compte tenu des capacités de test limitées, la stratégie de diagnostic du gouvernement, depuis juillet 2020 limite les tests aux cas suspects et aux personnes à risque. Ainsi, le nombre de cas confirmés de COVID-19 doit être interprété avec prudence. A titre d'illustration, seules 51 450 personnes ont été testées au 9 mai 2021.*

VISUELS (6 mai 2021)

Aperçu des incidents ayant touché les travailleurs humanitaires avril 2021

CONTEXTE

Une baisse des incidents sécuritaires touchant les organisations humanitaires a été enregistrée en avril (34 incidents contre 53 en mars). Cependant, les populations civiles demeurent les premières victimes du regain de tensions et de violences constatés dans plusieurs préfectures du pays depuis la fin de 2020.

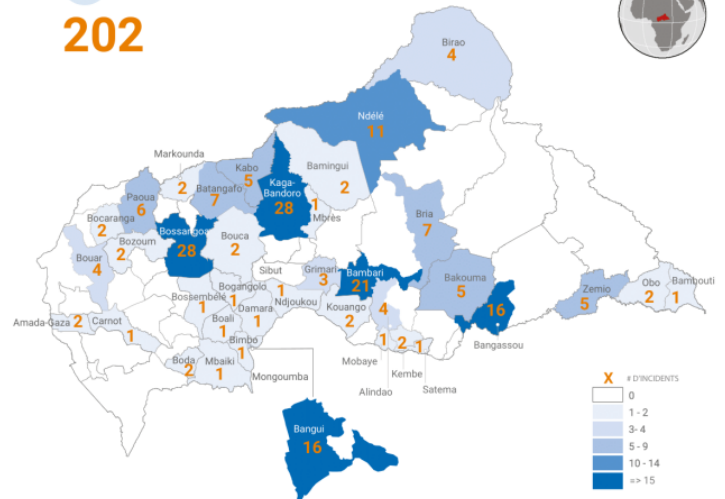
Les préfectures de la Nana-Gribizi (7 incidents), de l'Ouham (6 incidents) et de Bamingui-Bangoran (5 incidents) sont les plus touchées ce mois-ci.

Les vols, braquages, pillages, menaces et agressions représentent la moitié des incidents, soit 16 sur 34. Les interférences et restrictions représentent l'autre moitié des incidents.

9 humanitaires ont été blessés en avril 2021.

Incidents recensés du 1^{er} janvier au 30 avril 2021

202



INCIDENTS

202
jan - avr 2021

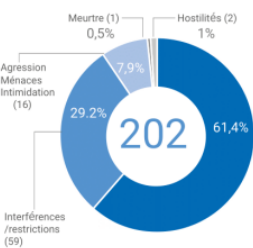
MORTS

1
jan - avr 2021

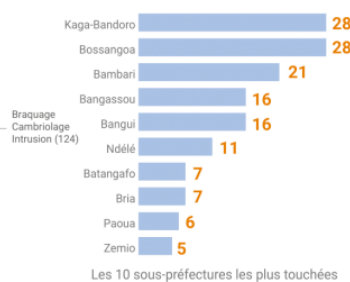
BLESSÉS

11
jan - avr 2021

POURCENTAGE D'INCIDENTS PAR TYPE



NOMBRE D'INCIDENTS



ÉVOLUTION DES INCIDENTS AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations unies.

Date de création: 5 mai 2021 Sources: OCHA, UNDSS et partenaires humanitaires. Commentaires: ochacar_im@un.org Plus d'informations: <https://car.humanitarianresponse.info> www.unocha.org www.reliefweb.int

Une baisse des incidents sécuritaires touchant les organisations humanitaires a été enregistrée en avril (34 incidents contre 53 en mars). Cependant, les populations civiles demeurent les premières victimes du regain de tensions et de violences constatés dans plusieurs préfectures du pays depuis la fin de 2020. Les préfectures de la Nana-Gribizi (7 incidents), de l'Ouham (6 incidents) et de Bamingui-Bangoran (5 incidents) sont les plus touchées ce mois-ci. Les vols, braquages, pillages, menaces et agressions représentent la moitié des incidents, soit 16 sur 34. Les interférences et restrictions représentent l'autre moitié des incidents. 9 humanitaires ont été blessés en avril 2021.

RÉPONSE D'URGENCE (28 avr. 2021)

Un incendie dévastateur ravage un site de déplacés à Bria

Plus de 2 000 personnes se sont retrouvées sans abri sur le site des personnes déplacées internes (PDI) du PK3 à Bria au centre du pays, suite à un incendie qui s'est déclaré accidentellement dans l'après-midi du 18 avril et qui a détruit 364 cases. Les vents forts de la saison sèche actuelle ont rapidement propagé les flammes à travers quatre blocs du site densément peuplé qui abrite plus de 50 000 personnes. Certains sinistrés ont trouvé refuge chez des proches, d'autres ont dormi sous les 25 abris collectifs que le HCR et INTERSOS ont mis en place avec la participation des personnes déplacées, comme première réponse d'urgence.

Les partenaires médicaux IMC et MSF se sont occupé de 103 blessés, pour la plupart des femmes, dont la majorité a souffert de l'inhalation des fumées en essayant de sauver les membres de leurs familles et leurs biens des flammes. Non seulement leurs blessures physiques font l'objet d'une attention particulière, mais l'équipe de santé mentale d'IMC a également pris en charge des patients souffrant de réactions de stress ou de chocs psychologiques.

Dès que le feu a été éteint avec l'aide des casques bleus de l'ONU, sous la direction du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les organisations humanitaires présentes à Bria ont commencé à évaluer les dégâts et à planifier la réponse d'urgence. Les réservoirs d'eau, les toilettes, les bâtiments scolaires et les installations sanitaires n'ont heureusement pas été touchés par les flammes. OXFAM continue à fournir de l'eau et à assurer le fonctionnement des installations sanitaires. Pour éviter la propagation de la Covid-19 et d'autres maladies dans les abris collectifs, des savons et des seaux ont été distribués. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a distribué aux 364 familles sinistrées des rations alimentaires pour trois semaines afin de compenser leur perte de stocks alimentaires. Une distribution conjointe d'articles non alimentaires mise en oeuvre par ACTED, HCR, INTERSOS et OXFAM a lieu le 25 avril. Des bâches ont été distribuées pour se protéger de la saison des pluies qui approche, ainsi que des articles d'hygiène, des articles ménagers et des vêtements pour les 2 000 sinistrés afin de compenser ce qu'ils ont perdu dans les flammes.

OCHA coordonne également avec la MINUSCA pour assurer des patrouilles régulières sur le site des personnes déplacées afin de prévenir les pillages observés après l'incendie et d'atténuer les problèmes liés à la protection.

Alors que les partenaires humanitaires se concentrent sur une réponse d'urgence pour soulager les effets immédiats de l'incendie, ils ont également commencé à améliorer les conditions de vie sur le site de déplacés internes encombré – le plus grand site de la République centrafricaine. ACTED a entrepris une évaluation des risques d'incendie afin de réduire le risque de futurs incendies sur le site.

Le site PK3 de Bria a été un refuge pour les personnes déplacées depuis plusieurs années. Certains ont fui des tensions intercommunautaires, d'autres la violence et des affrontements. Certaines personnes déplacées sont venues de loin, d'autres des quartiers de la ville situés à quelques kilomètres seulement. Alors que la situation sécuritaire à Bria s'améliore et que le retour depuis le site PK3 pourrait devenir une possibilité dans un futur proche, ACTED a commencé une enquête parmi les déplacés internes sur leurs intentions de retourner. L'enquête concerne dans un premier temps les 364 familles touchées par l'incendie. Dans les semaines à venir, elle sera étendue à un échantillon représentatif de 7 400 familles qui vivent sur le site, afin d'orienter l'assistance humanitaire.

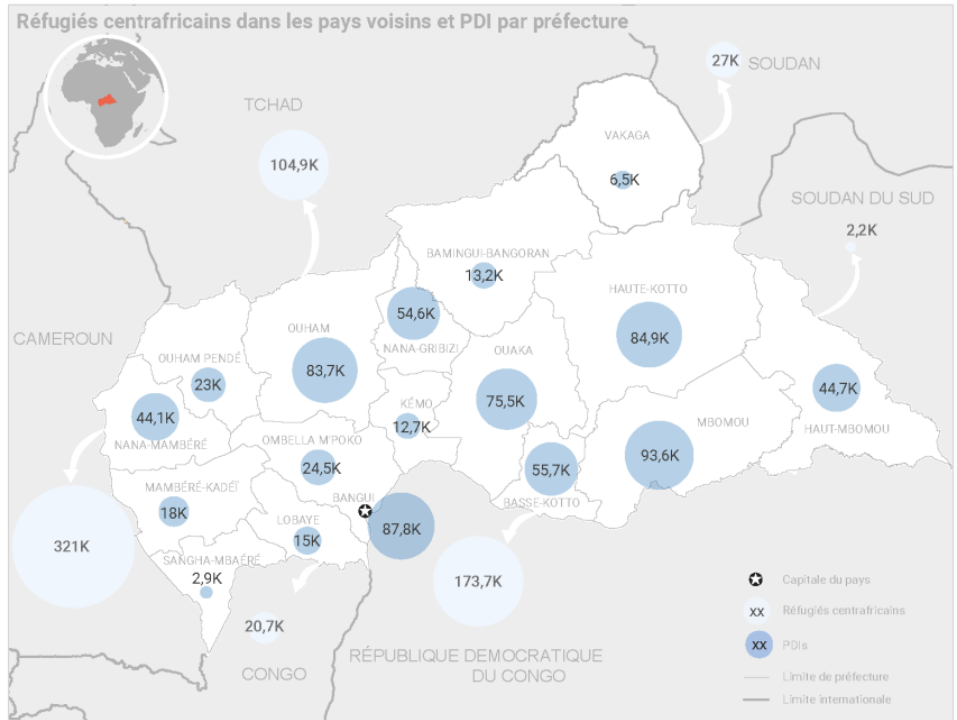
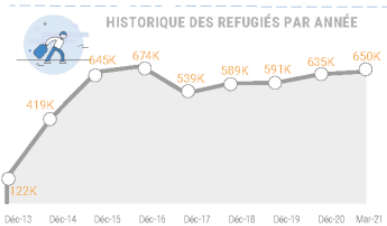


Des jeunes femmes s'entraident pour porter les articles ménagers qu'elles viennent de recevoir. La plupart ou la totalité de leurs biens ont brûlé dans un incendie accidentel sur le site des personnes déplacées une semaine auparavant. ©OCHA/Anita Cadonau, Bria, Préfecture de la Haute-Kotto, RCA, 2021.

VISUELS (14 avr. 2021)

Aperçu des mouvements de population au 31 mars 2021

CHIFFRES CLÉS



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employés sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation des Nations Unies
 Date de création: 11 avril 2021 Sources: CMP, HCR, OCHA, Partenaires Feedback: ochacar_fm@un.org Plus d'information: www.unocha.org/car www.refiefweb.int <https://car.humanitarianresponse.org>

Au 31 mars 2021, le nombre total des personnes déplacées internes (PDI) en République centrafricaine est estimé à 738 279 individus. La tendance globale indique une diminution en mars 2021 de 3 600 PDI (soit - 0,5 %) par rapport au mois de février 2021 où le nombre de PDI était estimé à 741 879 personnes sur les sites et en familles d'accueil. Le nombre total des PDI a connu une progression continue de décembre 2020 à février 2021 dans le contexte de la crise électorale et post-électorale. Les opérations militaires menées par les forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés contre les groupes armés, la peur de l'imminence des affrontements ou de représailles des éléments armés et l'insécurité due aux exactions des groupes armés ont causé des flux importants de déplacements de la population. En mars il y a eu 33 571 nouveaux PDI principalement dans les sous-préfectures de Nangha Boguila, Bozoum, Paoua, Kouango, Alindao et dans les périphéries de Bouar. Au-delà des villes principales, des déplacements ont été rapportés également dans la brousse environnante et sur les axes tels que Bossangoa – Nana Bakassa et Paoua – Bozoum. La reprise des villes qui étaient occupées par les groupes armés a entraîné des retours progressifs de la population dans certaines villes. En mars, 37 171 personnes sont retournées dans leurs localités de provenance, principalement dans les sous-préfectures de Bangassou, Rafai, Bambari, Grimari, Baboua, Bimbo, Birao, Markounda et Bouar.

CONTEXTE (12 mars 2021)

L'assistance en espèces : le pouvoir de choisir

Blanche a eu sa *table*, comme elle appelle en toute modestie sa boutique, depuis quatre ans, nichée dans un quartier résidentiel de la capitale Bangui. Les produits sont devenus rares ces derniers mois et les prix des denrées alimentaires et des articles ménagers essentiels ont grimpé en flèche en République centrafricaine (RCA) – conséquence de la [dernière crise](#) qui frappe le pays depuis décembre dernier.

En quelques clics

Mère célibataire d'une fille de 11 ans, Blanche a reçu 150 000 FCFA, soit la somme généreuse de 280 dollars, grâce à un projet financé par le Fonds humanitaire de la RCA et mis en œuvre par l'ONG Mercy Corps. Blanche a reçu cette somme par transfert électronique – une première pour la femme de 37 ans. Heureusement, elle avait déjà un téléphone portable et, avec l'aide de l'ONG, elle a rapidement compris les quelques clics nécessaires pour transformer un SMS en argent liquide chez un voisin vendeur de crédit téléphonique. "Tout simplement fabuleux et si facile", dit la jeune femme en souriant, "et j'ai pu choisir ce que je voulais acheter". Grâce à la subvention, Blanche a réapprovisionné ses stocks et propose désormais une sélection plus variée d'aliments dans son petit magasin. Avec les revenus, elle subvient aux besoins de sa famille. Arachides, graines de courge, manioc, poisson séché et chenilles – une spécialité locale – s'empilent soigneusement sur sa *table* devant elle. La disponibilité des marchandises est frappante.



Une subvention a permis à Blanche, une jeune commerçante, de réapprovisionner ses stocks et d'offrir à ses clients une sélection de marchandises plus variée. ©OCHA/Anita Cadonau, Bangui, RCA, 2020.

Les arguments en faveur d'interventions en espèces

Selon le [Partenariat d'apprentissage sur les transferts monétaires](#), les interventions en espèces (*cash-based intervention* en anglais, CBI) ne représentent que 6% des 25 milliards de dollars de financement humanitaire dans le monde. Les CBI comprennent la distribution d'argent ou de bons d'achat – ces derniers étant souvent accompagnés d'une foire aux produits à choisir – et le transfert monétaire électronique, généralement effectué via un opérateur de réseau mobile. La grande majorité de l'assistance humanitaire (94%) prend la forme d'une aide en nature, comme des rations alimentaires, des matériaux de construction, des semences et outils aratoires ou des articles ménagers. Mais la tendance s'oriente vers les CBI en raison de ses avantages avérés.

L'assistance en espèces permet aux bénéficiaires de choisir ce dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin, à condition que les marchés locaux fonctionnent et que les produits soient disponibles à un prix stable. Elle remet le pouvoir entre les mains de ceux qui en ont le plus besoin et leur permet de dépenser l'argent pour ce qui compte le plus pour eux. Outre les avantages directs de CBI pour les bénéficiaires, les dépenses locales de l'assistance en espèces ont souvent un effet multiplicateur au sein de la communauté.

Un regard sur la Centrafrique

En RCA, plus de la moitié des personnes déplacées vivant sur les sites préfèrent l'assistance alimentaire en espèces à la réception de produits alimentaires. D'autre part, trois personnes sur quatre préfèrent l'assistance sanitaire en nature en raison du manque de personnel qualifié et de médicaments. Compte tenu de ces constatations, l'assistance humanitaire en RCA a commencé à s'orienter vers les CBI. Sur les 1,6 million de Centrafricains qui ont reçu une assistance humanitaire en 2020, environ un sur deux (47%) a reçu une forme de CBI. Plus de 29 millions de dollars ont été distribués par le biais de CBI l'année passée, dont 80% en tant que réponse d'urgence. Le secteur alimentaire a été de loin le secteur le plus bénéficiaire : 80% des personnes ayant bénéficié de CBI ont reçu de l'argent ou des bons d'achat pour améliorer leur

sécurité alimentaire. Les CBI ont notamment ciblé les habitants des grandes villes, par exemple Bangui et Kaga-Bandoro, où près de 400 000 personnes ont été assistées en espèces, pour des raisons de disponibilité des produits et des institutions financières.

Une modalité privilégiée en période de pandémie

Avec une augmentation de 48% du nombre de bénéficiaires atteints en 2020 par rapport à l'année précédente, les CBI ont connu une montée en puissance, certainement aussi liée à l'apparition de la COVID-19. Environ 40% des CBI en 2020 visaient à contenir la pandémie. Des subventions à petite échelle ont permis aux familles d'acheter du savon, des jerrycans et des masques pour améliorer leur hygiène et empêcher la propagation. Les CBI ont également renforcé la capacité des agents et des établissements de santé à tester et à traiter les patients. Les transferts monétaires sont devenus plus importants que jamais pendant la pandémie car ils permettent d'éviter les grandes foules. Conformément au [Plan de réponse humanitaire 2021](#), les acteurs humanitaires s'engagent à poursuivre l'intensification de CBI en 2021.

ANALYSE (12 mars 2021)

Bossangoa : multiples défis à surmonter

Plus de 14 000 personnes se sont déplacées depuis le 21 février à Bossangoa dans le nord-ouest du pays, craignant les offensives des Forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés. Trois jours plus tard, ils reprenaient la ville des mains des éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC). La plupart des personnes déplacées, installées principalement dans l'enceinte de la paroisse catholique, ont commencé à retourner vers leurs habitations et dans la brousse la semaine passée dans des conditions sécuritaires inquiétantes. Ainsi, les proportions des départs des sites et les perspectives pour les habitants varient d'une zone à une autre, tandis que plus de 350 personnes déplacées demeurent encore dans l'enceinte de l'hôpital, selon les constats d'une mission d'évaluation multisectorielle conduite par les humanitaires le 10 mars dans la ville. Si dans certains quartiers de retour les habitants vaquent à leurs occupations habituelles la journée et passent la nuit dans leurs maisons, d'autres doivent rentrer passer la nuit dans la brousse, n'étant pas encore rassurés. Les prix des denrées alimentaires ont par ailleurs augmenté de 25 à 50%, pour une population à peine sortie de déplacement. Les élèves ont repris les cours dans les quelques classes qui étaient occupées par les déplacés à l'évêché, tandis que les autres écoles de la ville demeurent fermées. Afin de mieux comprendre la situation, les humanitaires prévoient de se rendre également sur les axes Bossangoa-Bouca, Bossangoa-Bangui, Bossangoa-Benzembé et Bossangoa-Nana Bakassa.



Des déplacés dans l'enceinte de la paroisse catholique, Bossangoa ©Abbé Hillaire Penendji, Bossangoa, Préfecture de l'Ouham, RCA, février 2021

La réponse humanitaire butée à des contraintes d'accès

Les civils demeurent les plus affectés par la récente flambée de violence dans le pays, et faute d'accès, les organisations humanitaires apportent difficilement une réponse adaptée aux besoins humanitaires. En moins de deux mois, une dizaine de pillages et cambriolages d'hommes armés ont ciblé des bases d'organisations humanitaires dans Bossangoa ville, dont

quatre rien que la dernière semaine de février. Suite à cette insécurité, la plupart d'entre elles ont soit relocalisé leur personnel ailleurs ou réduit leur présence, affectant ainsi la capacité de réponse. Malgré ces conditions difficiles, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) avait construit 60 latrines et douches d'urgence, et mis en place un réservoir d'eau qui fournissait aux déplacés 60 m3 par jour. Suite aux départs des déplacés enregistrés dans les sites, MSF désinstalle progressivement ces ouvrages et désinfecte les lieux, à l'exception du réservoir d'eau. L'ONG prend également en charge les soins de santé des enfants de 0 à 15 ans à l'hôpital régional, et a reçu des intrants nutritionnels du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en vue de la prise en charge des enfants malnutris. Le centre de santé CODIS, proche du site Evêché, avait reçu de l'UNICEF un lot de médicaments. L'ONG CARITAS mène des activités de suivi de la protection et de référencement des cas nécessitant une prise en charge. Tout en mobilisant les ressources nécessaires, les partenaires intervenant dans la sécurité alimentaire étudient la manière la mieux adaptée pour assister les déplacés, en privilégiant notamment leur protection.

Inquiétudes au-delà de la ville

Si l'on peut espérer une accalmie dans Bossangoa ville, la situation sur les axes demeure inquiétante, notamment au nord de Bossembélé. Plusieurs exactions des hommes armés sur les civils ont été signalées, notamment des incendies d'habitations le long de la route de Bossembélé à Bossangoa. De même, des mouvements de population dont l'ampleur n'est pas encore connue faute d'accès, ont été enregistrés sur les axes autour de la ville. A cause de l'insécurité, les acteurs humanitaires ne parviennent pas encore à s'y rendre pour évaluer la situation et apporter la réponse nécessaire.

ARTICLE PRINCIPAL (5 mars 2021)

Recommencer encore, encore et encore

La vie a repris à Bambari. C'est à la limite l'impression qu'on a en circulant dans ses rues poussiéreuses. Les toutes dernières livraisons de marchandises du Soudan ajoutent des couleurs aux magasins le long de la rue principale, les menuisiers scient du bois pour fabriquer des meubles et des motos vrombissent en dépassant à vive allure les piétons.

Rien ne se passe comme avant

Mais pour tout le monde, la vie n'est plus ce qu'elle était avant. Située au cœur de la République centrafricaine, la ville est juste en train de sortir de sa dernière crise. Les combats de la mi-février ont duré deux jours qui semblent momentanément oubliés au centre-ville.

Il n'en est pas ainsi pour Fatima, assise sur un tabouret au site pour personnes déplacées internes (PDI) *Élevage*, devenu sa maison depuis quatre ans avec 8 500 autres personnes. Le site a été le théâtre d'affrontements pendant 48 heures. Quand Fatima a entendu les premiers coups de feu, la jeune femme a pris ses enfants et fui vers un bâtiment proche qui abritait avant le service local d'élevage. Construit en béton, le bâtiment promettait une meilleure protection que l'abris de fortune de Fatima construit entièrement en paille. La famille y était restée trois jours entiers. Des enfants, des personnes de troisième âge, femmes et hommes, tous entassés les uns contre les autres. « Il y avait du



Brûlée complètement lors des récents affrontements, Fatima regarde dans la direction où était sa hutte. ©OCHA/Anita Cadonau, Bambari, Préfecture de la Ouaka, Centrafrique, 2021.

monde, plusieurs personnes... », Fatima ferme ses yeux en essayant de raconter combien de familles se sont rassemblées dans le bâtiment, et parfois elle maque de mots. Les plus jeunes pleuraient parce qu'ils avaient faim. Les mères pleuraient également parce qu'elles ne pouvaient leur donner à manger, comme les combats avaient lieu juste à leur porte.

Le peu qu'ils avaient

Une roquette est tombée sur le toit de leur refuge mais n'a heureusement pas explosé. Cependant, l'odeur de la fumée indiquait que tout n'était pas normal. Des heures après que les derniers pas aient été entendus dehors depuis leur cachette, Fatima est sorti sous la lumière du soleil pour constater les dégâts. Sa maison était partie, entièrement brûlée, laissant des cendres en forme de cercle. Il en était de même pour les huttes de sa voisine. Elles ont probablement été embrasées par des projectiles lors des affrontements. Du peu qu'ils avaient, tout était parti - couvertures, habits et denrées alimentaires – il ne restait qu'une casserole carbonisée. N'ayant plus que leurs vies, Fatima et ses enfants ont été accueillis par des voisins qui partagent avec eux le peu qu'ils ont.

Un lourd prix à payer

Les affrontements des 15 et 16 février à Bambari ont fait plus de 10 morts. 36 autres personnes, y compris huit femmes et neuf enfants, le plus jeune ayant un peu plus d'une année, ont été blessés par balle. Ils ont été opérés et soignés à l'hôpital local appuyé par l'ONG Médecins sans frontières (MSF). Un centre de santé situé à l'entrée du site de PDI *Elevage* et qui dessert environ 1 000 personnes a été sévèrement endommagé par les combats, au point de fermer pour plusieurs jours, compromettant davantage l'accès déjà précaire aux soins de santé. Trois autres structures sanitaires à Bambari ont lourdement souffert des récents affrontements ; une étant endommagée, et deux autres pillées.

Les enfants de Fatima courent autour d'elle pendant qu'elle est assise sur son tabouret. La famille a été épargnée de blessures visibles. Cependant, l'expérience récente pèse lourdement, particulièrement sur les enfants. Ils n'ont pas été à l'école depuis décembre dernier. Les violences relatives aux élections générales ont depuis maintenu les écoles fermées dans la région – même à travers le pays où 1 enfant sur 2 ne peut plus aller à l'école. A Bambari, quatre écoles ont été vandalisées – les meubles utilisés comme bois de chauffe et les portes et fenêtres volées – deux écoles ont même été occupées par des groupes armés. Toutefois, il y a de l'espoir pour les jeunes à Bambari où il est prévu que les écoles rouvrent en ce mois de mars. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires humanitaires appuient l'inspection académique locale dans l'identification des besoins en prévision de la réouverture, maintenant que la ville est relativement calme et que les groupes armés ont libéré les écoles. Les affrontements à Bambari ont également perturbé le travail des humanitaires. Comme la situation devient relativement calme, ils sont maintenant capables d'évaluer les besoins des personnes affectées et leur apporter l'assistance nécessaire.

Quand l'anormal devient normal

Déjà avant cette récente crise, Bambari accueillait plus de 15 000 personnes déplacées de la région ou d'autres parties du pays. Ouaka est la quatrième préfecture la plus affectée par les déplacements internes avec 74 000 déplacés femmes, hommes et enfants. Le déplacement est une part de la vie pour plusieurs centrafricains. Des déplacements pendulaires, préventifs ou sur un long terme sont à chaque fois une interruption de la vie. 1 centrafricain sur 4 est actuellement déplacé soit à l'intérieur du pays ou à l'extérieur comme réfugié. Depuis la mi-décembre de l'année dernière, la flambée de violence liée aux élections a nouvellement déplacé plus de 276 000 personnes à l'intérieur du pays et poussé plus de 45 000 au-delà des frontières nationales, selon les enregistrements du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Plus de la moitié des déplacés sont retournés chez eux ; un retour, le plus souvent, à une vie brisée où il faut rassembler les morceaux de ce qu'il en reste.

Un perpétuel recommencement

Partir à zéro après chaque déplacement exige de l'énergie. Construire une nouvelle maison, épargner de l'argent pour acquérir des articles ménagers, replanter son potager et ses champs, Fatima l'a fait avant. En regardant ses enfants courir les uns après les autres autour du terrain boueux, elle sait pourquoi elle n'a pas d'autre choix. « Si ce n'était pas pour mes enfants, je ne saurais savoir où puiser de l'énergie », explique la jeune mère qui regarde mélancoliquement dans la direction où se trouvait sa maison.

CONTEXTE (22 févr. 2021)

Une accalmie contribue à l'effort humanitaire dans la ville de Birao

Située à l'extrême nord de la République centrafricaine à la frontière avec le Tchad et le Soudan, la ville de Birao connaît un calme relatif malgré l'instabilité du pays, après une escalade de violence en 2019 qui avait entraîné des dizaines de morts et le déplacement de plus de 23 000 personnes. Les acteurs humanitaires, déjà opérationnels dans cette ville avant les affrontements de 2019, ont renforcé davantage leur présence et intensifié la réponse multisectorielle face aux besoins urgents. Grâce à leur mobilisation, le niveau de sévérité des besoins humanitaires a significativement baissé en une année. Ainsi, la proportion de la population ayant un niveau de consommation alimentaire acceptable a presque doublé passant de 39 à 74%, et la moitié de la population a aujourd'hui accès à l'eau potable comparé à seulement un quart en 2019. Aujourd'hui, 5% de la population est contraint de déféquer à l'air libre en raison du manque de latrines, contre 37% en 2019. Même si l'assistance d'urgence a été fournie, des besoins humanitaires demeurent.



Ousmane a nommé son projet ou sa culture « La persévérance » car plusieurs de ses amis ont abandonné les travaux à cause de manque d'eau ou d'autres défis. Mais lui, il a tenu pour avoir les récoltes. ©OCHA/Virginie Bero, Birao, Préfecture de la Vakaga, RCA, 2021.

Une dépendance contraignante

Après avoir fui son quartier à Birao en 2019, Zénaba s'est retrouvée sur le site de personnes déplacées avec quatre enfants à sa charge. Elle n'avait aucune ressource pour survivre, car elle était contrainte de sauver sa vie et celle de ses enfants, abandonnant tous ses effets.

Etant commerçante, elle s'est retrouvée sur le site sans ses marchandises. « Si nous ne recevions pas une assistance de la part des humanitaires, mon dernier fils âgé de deux ans serait mort », a-t-elle affirmé. Etant sur le site, la population n'a pas accès aux champs à cause de la présence des groupes armés autour de Birao et dépend en grande partie de l'assistance humanitaire. Les déplacés reçoivent tous les mois des vivres du Programme mondial alimentaire (PAM), constitués de l'huile, de semoule de maïs, de sel, de haricot et de mil.

Une accalmie observée en février 2021 a permis au PAM d'acheminer du Soudan via Am-Dafock 143 tonnes de vivres. Une première distribution a été effectuée du 11 au 13 février en faveur de 2 367 familles vulnérables à Am-Dafock (65 km à l'est de Birao), où 28,150 tonnes de vivres ont été distribuées en rations alimentaires de 15 jours. Du 16 au 21 février, les personnes déplacées internes des sites Chinois, Yata, de l'Hôpital et celles dans les familles hôtes à Birao estimées à plus de 4 000 familles ont reçu 66 tonnes de vivres du PAM en rations alimentaires de 15 jours. Afin de consolider ses stocks pour l'assistance des prochains mois, le PAM a reçu de Bangui 10 camions transportant plus de 470 tonnes de vivres.

Faire de l'agriculture un moyen de résilience

En plus de l'assistance en vivres, l'ONG Triangle Génération humaine fournit un appui à 400 personnes qui se sont mises en groupement afin de réaliser du maraîchage. L'appui en semences, outils aratoires et l'assistance technique d'un agronome leur ont permis de planter des légumes comme des gombos, des courges, des melons, des amarantes douces et des oignons. Ces maraîchers ont témoigné survivre suite à la vente des produits qu'ils récoltent. « Cela fait plus de deux ans que je bénéficie de l'appui de l'ONG Triangle, je peux témoigner des bienfaits de l'appui que nous a donné cette organisation. Sans cette aide, je ne saurais quoi faire avec ma famille », a fait savoir Ousmane, un maraîcher et père d'une famille de trois enfants.

L'ONG Triangle a également distribué 12 tonnes de semences comme des arachides, des sésames, le niébé, le sorgho et 15 000 boutures de manioc à 1 000 ménages sur les axes qui mènent de Birao vers Ouada, Djallé, Terfel et Matala. Cette distribution a permis la relance des activités agricoles, là où la situation sécuritaire le permet. En plus de l'assistance en agriculture, 10 groupements d'apiculteurs ont bénéficié des outils favorisant la reprise de leurs activités, à savoir des ruches, des combinaisons et des enfumoirs, tandis que 30 groupements de pêcheurs ont reçu des pirogues, des filets et des hameçons. En parallèle, Triangle a lancé une campagne de distribution des bovins et ânes à 45 groupements d'agriculteurs pour leur permettre de préparer la prochaine campagne agricole. L'intervention de Triangle a également pris en compte la valorisation et la transformation des produits locaux en fournissant deux machines d'extraction d'huile d'arachide à l'association villageoise d'épargne et de crédit de Birao.

À la fin janvier 2021, la ville de Birao comptait trois sites de personnes déplacées dont le plus grand, appelé "site chinois", situé à côté de la base des casques bleus, compte 8 000 personnes. Pour ces personnes, même si elles bénéficient d'une assistance multisectorielle, la protection reste un défi majeur. La libre circulation et l'accès aux champs est compromis à cause de la présence des éléments armés aux alentours de la ville.

ARTICLE PRINCIPAL (17 mars 2021)

Augmentation alarmante des déplacements de population en République centrafricaine

Une flambée de violence a provoqué le déplacement de plus de 276 000 personnes en Centrafrique. Plus de la moitié des personnes déplacées sont rentrées chez elles ces dernières semaines, mais plus de 129 000 personnes restent déplacées à l'intérieur du pays. La plupart vivent dans des conditions déplorables dans la brousse qui entoure leurs villages, dans la crainte de nouvelles attaques. Des nouvelles vagues de déplacement sont enregistrées presque tous les jours, et rien ne présage leur fin. En plus des personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré plus de 45 000 nouveaux réfugiés en République Démocratique du Congo, au Cameroun, au Chad et en République du Congo.

Cette nouvelle vague de violence et de déplacements a commencé à la mi-décembre, avant les élections générales, et s'ajoute à des décennies de violence armée, exacerbée l'année dernière par la pandémie de Covid-19, ce qui a porté les besoins humanitaires en République centrafricaine à leur paroxysme. Si cette dernière offensive armée a été lancée à l'ouest du pays, les attaques et les déplacements se sont depuis répandus dans tout le pays, touchant également le centre et le sud-est, n'épargnant que quelques régions.



*Une famille déplacée par les récentes violences post-électorales est arrivée sur un nouveau site de personnes déplacées à Batangafo et déballa les quelques affaires qu'elle a pu emporter.
©OCHA/Adrienne Surprenant, Batangafo, Préfecture de l'Ouham, RCA, 2021.*



OCHA

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 11 mai 2021

Des conditions de vie déplorables et des besoins humanitaires urgents

La plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge dans les champs et les forêts proches de leurs villes, considérés plus sûrs. Certaines retournent chez elles pendant la journée pour récupérer des articles ménagers ou des effets personnels, ou à la recherche de nourriture et d'eau, pour ensuite retourner dans les champs pour la nuit. D'autres ont trouvé refuge dans des écoles, des églises, près des bases des casques bleus des Nations Unies ou dans des familles d'accueil.

Compte tenu de la violence actuelle, la protection fait partie des besoins les plus urgents des personnes déplacées. Des cas de violences sexuelles contre les femmes et les filles et des problèmes liés à la protection de l'enfance, tels que les enfants non accompagnés et séparés, ainsi que le recrutement forcé, ont été signalés. Les évaluations humanitaires montrent en outre que la nourriture, les soins de santé primaires, l'eau et l'assainissement, les articles ménagers essentiels et les abris sont les besoins humanitaires les plus urgents. Même avant cette dernière crise de déplacement, un Centrafricain sur quatre, soit près de 1,3 million de personnes, était déplacé à l'intérieur du pays ou dans un pays voisins.

Sauver des vies dans des conditions les plus difficiles

Malgré l'insécurité croissante dans de nombreuses régions du pays, les partenaires humanitaires ont intensifié leurs efforts pour sauver des vies et fournir une aide d'urgence aux personnes déplacées et aux plus vulnérables. Ils soutiennent les hôpitaux avec des équipes médicales et des médicaments essentiels, approvisionnent les populations en eau potable, distribuent de la nourriture et construisent des latrines pour prévenir la propagation des maladies. Le contexte sécuritaire instable exige une grande flexibilité et disponibilité de la part des humanitaires.

Au début janvier, la perturbation de la route menant à Dékoa dans la préfecture centrale de la Kémo a été surmontée grâce à un hélicoptère et 2 000 familles déplacées par les attaques des groupes armés ont pu recevoir des comprimés de purification d'eau, des biscuits à haute teneur énergétique et des médicaments. Une évaluation rapide des besoins sous la direction du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au cours de la même mission a servi de base à d'autres partenaires humanitaires qui ont intensifié la réponse à Dékoa dans les jours qui ont suivi. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni une aide alimentaire à plus de 10 000 familles, l'ONG Médecins d'Afrique a repris son soutien nutritionnel et Médecins du Monde a établi une présence à Dékoa pour favoriser l'accès aux soins de santé et aux services psychosociaux, ainsi que pour soutenir les survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris les personnes déplacées les plus vulnérables à l'extérieur de la ville. En plus de Dékoa, les humanitaires ont atteint par hélicoptère quatre autres zones difficiles d'accès depuis la mi-décembre – Bouca et Batangafo (préfecture de l'Ouham), Dimbi (Basse-Kotto) et Ouango (Mbomou) – afin de déployer des équipes d'évaluation rapide et de livrer des cargaisons humanitaires essentielles.

Dans la ville de Bouar, à l'ouest dans la préfecture de Nana-Mambéré, les organisations humanitaires aident 12 500 personnes nouvellement déplacées, dont la majorité vit désormais dans des églises et des paroisses. Des pompes à eau sont en cours de réparation et des réservoirs sont installés pour répondre à la demande accrue d'eau potable dans ces nouveaux sites de déplacés. En plus, des biscuits à haute teneur énergétique, de la farine, des haricots, de l'huile et du sel sont distribués, les centres de santé sont approvisionnés en médicaments essentiels et en suppléments nutritionnels pour traiter les enfants souffrant de malnutrition.

Et à Bangassou, au sud-est dans la préfecture du Mbomou, les humanitaires attendent avec un calme stoïque chaque fenêtre de sécurité qui leur permet d'atteindre les personnes déplacées. Ils ont déjà aidé 15 000 personnes en leur fournissant de la nourriture et de l'eau, des abris et des latrines d'urgence, et en apportant un soutien nutritionnel aux enfants mal nourris, notamment sur les sites de Cesacoba et d'autres sites à Bangassou et ses environs.

A Batangafo, dans la préfecture de l'Ouham au nord-ouest, où 30 000 personnes déplacées vivaient sur des sites avant la crise actuelle, plus de 600 personnes sont arrivées depuis janvier 2021, fuyant la recrudescence de la violence à Bouca, où la plupart d'entre elles étaient déjà déplacées. Grâce à l'accès par hélicoptère, les partenaires humanitaires ont assuré que

ces personnes aient accès à l'eau et ont reçu des articles ménagers et des produits d'hygiène essentiels.

Les humanitaires font face à des défis plus que jamais

En dépit des avancées importantes en matière d'aide aux personnes vulnérables en ces temps difficiles, le travail des humanitaires devient de plus en plus difficile. Alors que la population est la principale victime du conflit, les humanitaires sont de plus en plus pris pour cible, notamment par le pillage de bureaux et le vol de véhicules. Le mois de décembre 2020 a été marqué par 59 incidents contre le personnel et les biens des organisations humanitaires, dont un travailleur humanitaire tué et cinq autres blessés, soit près du double de la moyenne mensuelle des incidents enregistrés en 2020. Le mois de janvier 2021 s'est poursuivi de la même manière précaire avec 66 incidents enregistrés, le plus grand nombre d'incidents jamais enregistré.

La perturbation de la principale route d'approvisionnement du pays, qui relie la capitale Bangui au Cameroun, empêche l'acheminement sûr et rapide de l'aide vitale. Plus de 500 camions transportant des fournitures essentielles des Nations Unies et de leurs partenaires, notamment des denrées alimentaires et des médicaments, sont bloqués à la frontière camerounaise depuis la mi-décembre, ainsi que plus de 1 100 camions transportant des marchandises commerciales. Ces contraintes sur un approvisionnement alimentaire déjà fragile font à nouveau augmenter les prix des denrées alimentaires de base et mettent en danger la vie de 1,9 million de Centrafricains déjà en situation d'insécurité alimentaire. En outre, l'état d'urgence déclaré le 21 janvier 2021 a été prolongé de six mois jusqu'au début août, en plus du couvre-feu à l'échelon national (de 20h00 à 5h00) mis en place après une tentative d'attaque sur la capitale Bangui le 13 janvier, avec des effets restrictifs de l'accès des humanitaires aux personnes dans le besoin.

Au 17 mars 2021, seuls 16% du [Plan de Réponse Humanitaire](#) pour la République Centrafricaine étaient financés, à un moment où les besoins humanitaires sont plus pressants que jamais. Un financement urgent est nécessaire pour soutenir une réponse humanitaire efficace et fondée sur des principes.

ARTICLE PRINCIPAL (11 févr. 2021)

"Ici, nous n'allons pas aux champs"

Un salaire qui peut vous être volé, un trajet avec la menace d'un viol, un lieu de travail sous une chaleur de 35 degrés. L'agriculture à Batangafo, au nord de la République centrafricaine, est une des occupations les plus difficiles au monde. Si Rosalie Fiobona* [48 ans] et Antoinette Ngainam* [25 ans] semblent à la fois incroyablement fatiguées et coriaces, on comprend pourquoi.

Les deux femmes, avec nombreuses autres femmes déplacées à Batangafo, ont toujours été des agricultrices. Toutes les deux ont hérité leurs champs de leurs pères, l'une sur une terre si plate vu sa proximité avec l'aérodrome, et l'autre sur un sol riche et humide près de la rivière Ouham. Mais aujourd'hui Antoinette confie :

« J'ai peur parce que nous allons dans les champs et à mon retour les hommes armés peuvent nous attaquer, nous violer... nous agresser »

Antoinette Ngainam, agricultrice



Les champs plantés entourent maintenant l'avenue principale abandonnée et bordée d'arbres qui avait été une voie principale de trafic entre les capitales du Tchad et de la République centrafricaine (N'Djamena et Bangui). Les PDI peuvent y marcher mais tous les bâtiments sont abandonnés après avoir été détruits. ©OCHA/Anne Kennedy, Batangafo, Préfecture de l'Ouham, RCA, 2020.

Ces femmes et 35 000 autres personnes déplacées ont été forcées de quitter leurs maisons à Batangafo, et une grande partie vit en famille sur seulement 1km². Dans ce petit espace, il y a des casques bleus de la MINUSCA qui essayent de créer une zone protégée et des humanitaires qui distribuent de la nourriture et des fournitures. Mais il n'y a que trois sentiers qui entourent ce lopin triangulaire à points d'entrée multiples. La violence n'est ni localisée ni continue ; ses saisons ne sont pas prévisibles. Des mois d'efforts peuvent être perdus lorsque des groupes armés apparaissent sur des terres travaillées se trouvant au-delà des limites du site des déplacés. Rosalie raconte :

« Au début, j'ai fait un effort pour aller planter, mais je n'avais pas le temps de récolter ... quand j'allais dans les champs, des hommes armés m'ont poursuivie et ont dit que les déplacés n'avaient pas le droit d'y aller »

Rosalie Fiobona, agricultrice

Même ceux qui tentent de venir à l'aide des personnes déplacées à Batangafo deviennent eux-mêmes des cibles. Batangafo est l'une des sous-préfectures les plus touchées par les incidents contre les travailleurs humanitaires dans un pays déjà répertorié comme l'un des plus dangereux au monde pour être humanitaire. À plusieurs reprises, les activités d'aide d'urgence ont dû être suspendues car les humanitaires ont été contraints de se retirer suite à l'insécurité. Chaque jour, en moyenne, au moins un acte de violence contre les humanitaires est enregistré en Centrafrique. Batangafo était la quatrième sous-préfecture la plus touchée avec 39 incidents contre le personnel humanitaire ou leurs biens en 2020. En janvier 2021, 66 incidents ont été enregistrés en RCA - plus du double de la moyenne mensuelle en 2020.

Ni Rosalie ni Antoinette n'ont de propriété dans le triangle entre les trois sentiers. Et même s'ils pouvaient en avoir, chaque mètre est occupé par un abri, propriété de quelqu'un ou à un objectif assigné. Pourtant, les propriétés des deux femmes sont à moins de 3 km. La plupart des personnes déplacées ont des maisons qui sont si proches à vous déchirer le cœur. Une petite marche de l'après-midi, une simple promenade de l'autre côté de la route, à quelques heures de route. Là-bas, il y a des maisons avec des toits brûlés et de l'herbe qui a abondamment poussé là où les cultures étaient plantées auparavant. La plupart visitent encore leurs maisons malgré le danger. Pas seulement pour la nourriture, mais aussi pour être, pendant une heure ou deux, chez soi. La nostalgie d'une époque où ils avaient le contrôle de leurs propres vies, où ils pouvaient travailler pour se nourrir, entourés de leurs voisins et de leurs familles, est si forte que même la menace de viol et de mort ne peut toujours pas la vaincre.

À la fin de la soirée, Rosalie et Antoinette retournent vers le centre du site des personnes déplacées, quand tout ce qu'elles veulent et pour lequel elles ont travaillé si dur : l'indépendance, le contrôle et la maison -se trouvent impossiblement dans la direction opposée.

* les noms ont été modifiés pour protéger les personnes interrogées

VISUELS (11 févr. 2021)

Tableau de bord humanitaire 2020

CHIFFRES CLÉS

Personnes affectées¹



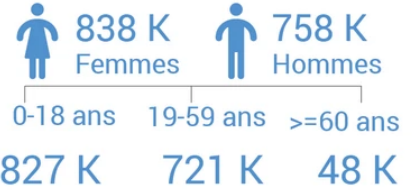
2,6 M
Personnes
dans le besoin



1,8 M
Personnes
ciblées²



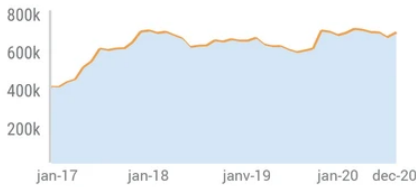
1,6M
Personnes
atteintes³



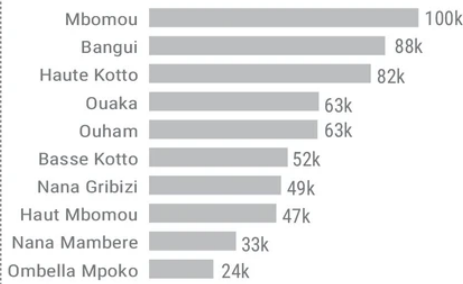
Déplacements (2017 - 2020)²

682K

Personnes déplacées internes

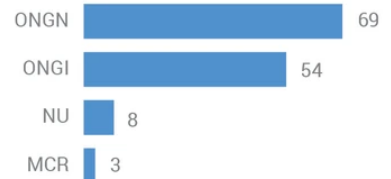


Les 10 Préfectures avec le plus de PDI



Partenaires par types d'organisation

134



1- ONGN: ONG nationale, 2- ONGI: ONG internationale
3- NU: Nations unies, 4- MCR: Mouvement de la croix rouge

FINANCEMENT: PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE (PRH) 2020

Mis à jour le 21 septembre 2020 (Financial Tracking Service: FTS)



553,6 millions

REQUIS (US\$) dont 152,8 M pour la réponse à la pandémie COVID-19



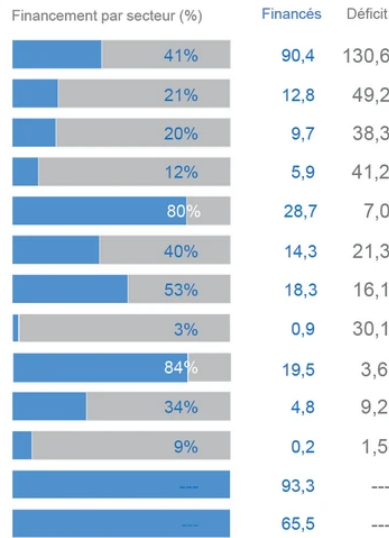
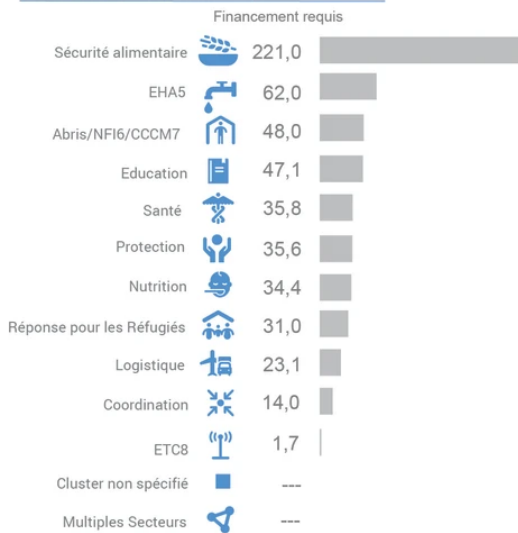
189,5 millions
de déficit

364,1 millions
de financement reçu

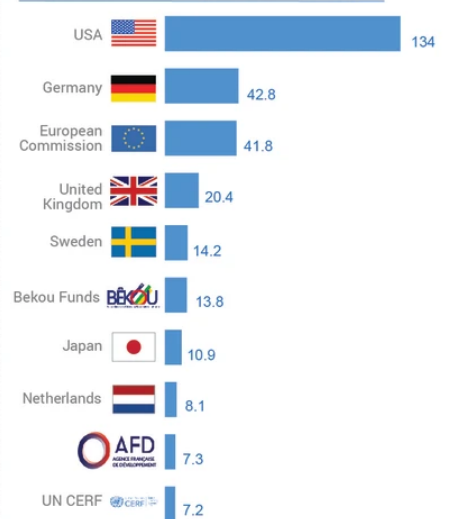


66%
de financement reçu

Clusters (US\$ million)



Top 10 bailleurs (millions US\$)



1- Plan de Réponse Humanitaire 2020 2- Personnes ciblées dans le plan de réponse y compris les personnes additionnelles ciblées suite à la pandémie COVID-19 3- Nombre le plus élevé des personnes atteintes par préfecture au moins une fois par un cluster 4- Rapport de la Commission de Mouvement de Population (CMP) au 31 décembre 2020 5- EHA: Eau Hygiène et Assainissement 6- NFI: Articles Non Alimentaires 7- CCCM: Coordination & gestion de camp 8- ETC: Télécommunications d'Urgence

En 2020, les acteurs humanitaires en Centrafrique ont assisté 1,6 million de personnes, soit 88% du nombre total de personnes visées par l'assistance d'urgence. Cette aide a permis d'atténuer les effets immédiats de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de fournir aux populations déplacées par les affrontements armés et les catastrophes naturelles un

abri, de l'eau et des services d'hygiène et de protéger les plus vulnérables. La communauté humanitaire s'est appuyée sur les services de cargo aériens et routiers qui ont acheminé 3,243 mt de marchandises et transporté près de 9 000 passagers par aéronefs humanitaires dans les zones les plus reculées et difficiles d'accès du pays.

RÉPONSE D'URGENCE (17 mars 2021)

Le nouveau plan de réponse humanitaire 2021 pour la Centrafrique

Pour répondre aux besoins de la population centrafricaine en 2021, les acteurs humanitaires prévoient de fournir une réponse inclusive, protectrice et fondée sur les principes humanitaires à 1,84 millions de personnes extrêmement vulnérables. La réponse, basée sur une compréhension commune des besoins humanitaires, ciblera en priorité les personnes affectées par des chocs liés aux violences et aux aléas naturels, et celles vivant dans les zones avec les besoins humanitaires les plus urgents, y compris dans les régions difficiles d'accès. Pour y parvenir, les humanitaires auront besoin de 444,7 millions de dollars américains. La stratégie qui guidera leurs interventions est détaillée dans le [Plan de réponse humanitaire 2021](#). Au 17 mars 2021, ce plan est financé qu'à 16%, pourtant les besoins humanitaires sont extrêmement alarmants. Depuis que les violences et les tensions liées aux élections de décembre 2020 ont éclaté, près de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. La moitié d'entre elles est rentrée mais 100 000 personnes sont toujours déplacées.



©OCHA/Anita Cadonau, Bangui, CAR, 2020.

L'[Aperçu des besoins humanitaires](#) pour la République centrafricaine, publié en octobre 2020, nous apprenait que plus de la moitié de la population centrafricaine aura besoin d'assistance humanitaire et de protection en 2021. Parmi elles, 1,9 millions de personnes présentent des besoins aigus liés à leur survie physique et mentale.

Le Plan de réponse humanitaire 2021 s'articule autour de trois objectifs stratégiques. Chacun d'eux entend s'attaquer à une des trois conséquences humanitaires les plus critiques identifiées dans l'Aperçu des besoins humanitaires. La réponse apportée permettra ainsi d'atténuer l'impact de la crise sur le bien-être physique et mental, les conditions de vie et la protection des populations. Dans ce cadre, 1,4 million de personnes bénéficieront d'une assistance d'urgence multisectorielle en temps opportun et intégrée, en transfert monétaire ou en nature, nécessaire pour adresser leurs problèmes critiques liés au bien-être physique et mental. 1,2 million de femmes, hommes, filles et garçons affectés par la crise amélioreront leurs conditions de vie à travers une assistance digne et adaptée à leurs besoins fournie à temps et dans un environnement de protection. Et troisièmement, la protection et le respect des droits humains de 1,3 million de personnes affectés par la crise sera assuré.

La réponse humanitaire en Centrafrique en 2021 sera élaborée au plus près des personnes affectées et avec elles, en écoutant leurs préoccupations, leurs priorités et leurs doléances. Les humanitaires tendront une oreille toute particulière à la voix des femmes, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées pour garantir que leurs vulnérabilités spécifiques seront prises en compte et les interventions adaptées.

Pour en savoir plus, consultez le [Plan de réponse humanitaire 2021](#) pour la République centrafricaine.

PRÉVISIONS (8 févr. 2021)

L'Aperçu des besoins humanitaires 2021 démontre un coût humain dévastateur en Centrafrique

En 2021, 2,8 millions de Centrafricains et Centrafricaines – 57% d'une population estimée à 4,9 millions – auront besoin d'assistance humanitaire et de protection. Parmi elles, près des trois quarts ont des besoins aigus, en d'autres termes, la survie physique et morale de 1,9 millions de personnes, 39% de la population, est en danger.

[L'Aperçu des besoins humanitaires en 2021 pour la République centrafricaine](#) (RCA), fruit d'une collecte de données inégalée et d'un long travail d'analyse, présente une compréhension commune de la crise et nous apprend une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans tous les secteurs.

Les chiffres mettent à nu les conséquences dramatiques de l'arrivée d'une pandémie dans un pays déjà ravagé par des décennies de conflit armé, de sous-développement et où les catastrophes naturelles se font plus fréquentes et graves. Ces chiffres dévoilent aussi le sombre quotidien d'une majorité de la population, vivant dans des conditions si difficiles qu'elle peine à se nourrir, à se loger dignement et à assurer une scolarité minimale à ses enfants. Ces données révèlent enfin la dépendance de nombreuses populations à l'aide humanitaire et les dangers liés au désengagement des acteurs humanitaires lorsque les acteurs de développement tardent à prendre le relais.

La situation humanitaire ne cesse d'empirer

Depuis l'année dernière, le nombre de personnes dans le besoin a augmenté, passant de 2,6 millions à 2,8 millions (+8%). En même temps, le nombre de personnes en besoin d'assistance aiguë est de 12% supérieur qu'en 2020 (avec 1,9 million personnes en 2021 contre 1,7 million en 2020). En cinq ans, jamais la RCA n'avait compté autant de personnes en situation de détresse humanitaire qu'aujourd'hui. Cette augmentation est la conséquence directe de la plongée des indicateurs macro-économiques, l'avènement de nouvelles poches de conflits violents, la montée de l'insécurité alimentaire et la pandémie de la COVID-19.

La RCA continue à faire face à une grave crise de protection, avec une augmentation constante des violations des droits humains et du droit international humanitaire malgré la signature de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en 2019. Ceux qui souffrent le plus, ce sont les populations civiles. Un Centrafricain sur quatre est déplacé soit à l'intérieur du pays ou dans un pays voisin, et les vagues de retour de personnes déplacées et rapatriées ont considérablement ralenti.

La violence basée sur le genre (VBG) est un fléau, avec un incident signalé toutes les heures par le système d'alerte humanitaire, qui ne couvre que 42% du pays – et ces chiffres représentent seulement la partie émergée de l'iceberg. Les acteurs humanitaires ont enregistré une augmentation de près de deux fois du nombre de cas de violence à l'égard des filles et des femmes à la suite des restrictions imposées par la COVID-19. A travers le pays, les enfants continuent d'être exposés à des risques de protection. Une famille sur quatre craint pour la sécurité de ses enfants, principalement s'agissant des violences sexuelles contre les filles, du travail forcé et du recrutement par des groupes armés pour les garçons.

Le secteur avec le plus de personnes en besoin est ainsi la protection, suivi de la santé, l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et la sécurité alimentaire. 40% des ménages centrafricains se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Dans la capitale Bangui, le nombre de personnes en insécurité alimentaire a presque doublé depuis l'année passée, affectant désormais 45% des Banguissois. Le nombre de personnes dans le besoin en 2021 a augmenté dans tous les secteurs sauf la nutrition où on constate une légère diminution.



L'Aperçu des besoins humanitaires 2021 nous apprend une nouvelle détérioration de la situation humanitaire en RCA. ©NRC/C. Igara, RCA, 2020.

La RCA est l'un des pays les plus dangereux pour les acteurs humanitaires dans le monde. En moyenne, plus d'un incident par jour affectant des travailleurs humanitaires a été enregistré en 2020 (424 en total), avec trois humanitaires tués et 29 blessés.

Les prochaines étapes

Pour répondre à ces besoins en 2021, en collaboration avec le gouvernement centrafricain, les acteurs humanitaires en RCA développent une stratégie commune qui guidera leurs interventions, détaillée dans le [Plan de réponse humanitaire 2021](#), publié en décembre 2020.

Malgré les généreuses contributions des donateurs, au mois d'octobre 2020, l'actuel [Plan de réponse humanitaire](#) est financé à un peu plus de la moitié des 553.6 millions de dollars américains [requis](#). Pour permettre aux humanitaires de répondre aux besoins de la population centrafricaine en 2021 – des besoins encore plus élevés que l'année précédente – ils comptent sur l'engagement des bailleurs de fonds à demeurer aux côtés des Centrafricains qui ne peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux.

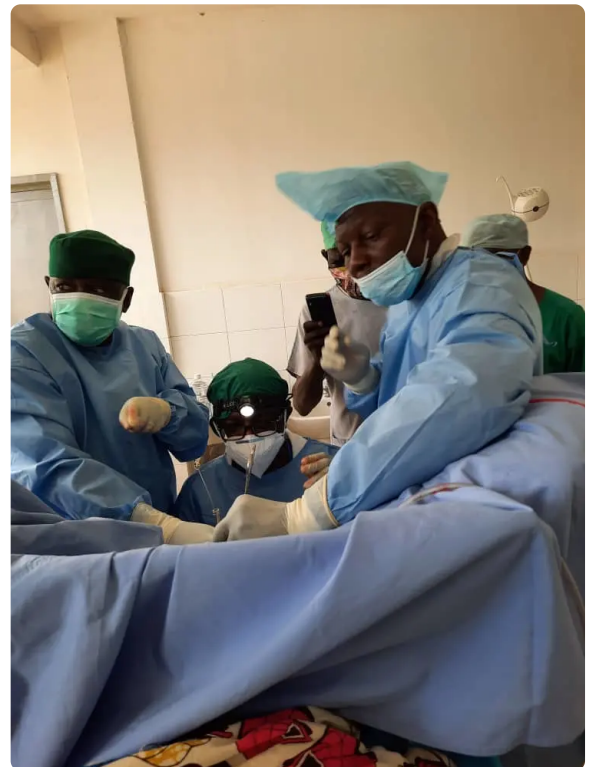
ARTICLE PRINCIPAL (10 déc. 2020)

Une prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles en Centrafrique

L'inauguration du projet Nengo à la veille de la première journée des «16 jours d'activisme pour mettre fin aux violences faites aux femmes» à Bangui n'aurait pu être mieux choisie. Nommé Nengo, «dignité» en langue locale sango, ce projet vise à restaurer la dignité des milliers de femmes et de filles, mais aussi de garçons et d'hommes qui ont survécu aux violences sexuelles et basées sur le genre.

L'un des plus sombres chapitres du pays

Chaque heure, un cas de violence basée sur le genre est signalé en République centrafricaine. Et la situation est certainement pire, puisque le système de gestion de l'information dédié (GBVIMS) soutenu par les humanitaires ne couvre que 42% du pays. L'insécurité généralisée en Centrafrique maintient un contexte propice aux violences basées sur le genre, mais les inégalités entre les sexes profondément enracinées, les abus de pouvoir et les normes néfastes contribuent également à cet environnement nocif. La pandémie de COVID-19 a davantage aggravé les vulnérabilités existantes, en particulier au cours de ses premiers mois. Alors que le quotidien s'est réduit à l'espace familial en raison des mesures de confinement introduites par le gouvernement, une augmentation alarmante de la violence contre les femmes et les filles a été signalée en Centrafrique. Elles se trouvaient contraintes à rester à la maison avec leurs agresseurs – souvent des conjoints, des partenaires ou des membres de la famille – ce qui a augmenté les cas de violence d'au moins 10%, tout en limitant les possibilités pour les victimes de demander la protection et l'assistance.



L'équipe chirurgicale mixte congolaise et centrafricaine effectue sa première opération de la fistule à l'Hôpital de l'Amitié à Bangui. ©Fondation Mukwege, 2020.

Le projet Nengo crée un centre de prise en charge holistique des survivantes au sein d'un hôpital public à Bangui, l'Hôpital de l'Amitié, et de l'Association des femmes juristes de Centrafrique, deux lieux déjà reconnus pour le référencement de survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre. Après des mois de préparation, les équipes du service de gynécologie-obstétrique et de la maternité de l'Hôpital de l'Amitié et de l'Association des femmes juristes, avec le soutien de partenaires internationaux, ont lancé le programme de prise en charge holistique des survivantes.

Un «guichet unique» pour reconstruire des vies

Le centre permettra aux survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre d'accéder à des soins holistiques de qualité, selon un parcours coordonné, accompagné et complet, grâce à la mise en place d'un «guichet unique». Ce modèle de soins holistiques a été développé par le Dr Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix 2018, et son équipe à l'Hôpital de Panzi à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Il est structuré autour de quatre piliers qui répondent aux besoins essentiels de guérison de la survivante et son autonomisation:

La réponse comprend les soins médicaux et le traitement des blessures gynécologiques graves qui peuvent inclure la chirurgie. Les survivantes présentent souvent des signes de dépression, de peur, de troubles du comportement et de honte. Elles sont confrontées à l'exclusion sociale et ont du mal à rétablir la confiance et les relations interpersonnelles. Le deuxième pilier de la réponse est ainsi axé sur les soins psychosociaux, une partie intégrante du processus de guérison qui anticipe et complète le traitement physique. Les survivantes reçoivent également une assistance juridique pour réclamer justice, y compris des conseils judiciaires et un accompagnement tout au long du processus judiciaire. Et quatrièmement, les survivantes sont autonomisées sur le plan socio-économique, par exemple, grâce à des cours d'alphabétisation, à la gestion de petits commerces et à des programmes de microcrédit et de bourses d'études. La réinsertion économique et la reconstruction de moyens de subsistance autonomes sont particulièrement importantes pour les survivantes dont la subsistance dépendait de leur agresseur.

Le fait de réunir l'ensemble de ces services en une seule entité est pratique et facilite le référencement d'un service à l'autre. Il représente également un élément important de la protection des victimes comme le «guichet unique» évite que les survivantes aient à raconter leurs histoires à plusieurs reprises, ce qui leur ferait revivre les atrocités.

Le projet Nengo participera également à la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre en Centrafrique à travers des actions de sensibilisation, le renforcement de l'état de droit et la réduction des causes structurelles des violences sexuelles et basées sur le genre en promouvant l'égalité des sexes.

Transfert de compétences Sud-Sud

Face à la situation en Centrafrique, un consortium de quatre institutions internationales réunissant la Fondation Pierre Fabre, la Fondation Panzi RDC, la Fondation Dr Denis Mukwege et l'Institut francophone pour la justice et la démocratie, avec l'appui financier de l'Agence française de développement, œuvrent à répliquer le modèle de prise en charge holistique du Dr Mukwege à Bangui.

Le modèle de «guichet unique» pour les survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre est également répliqué dans d'autres pays, notamment en Guinée, en Colombie et en Ouganda. Le transfert de compétences entre les acteurs congolais et les acteurs centrafricains permettra en outre de renforcer les capacités d'un hôpital public ainsi que d'une association locale reconnue, au bénéfice des populations à long terme. L'amélioration de la qualité des soins dans le service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital bénéficiera en outre à l'ensemble de la population et pas seulement aux survivantes des violences.

Au-delà de la capitale



OCHA

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 11 mai 2021

Au cours des quatre prochaines années, plus de 3 000 survivantes seront ainsi prises en charge dans le nouveau centre. Bien que situé dans la capitale, le centre sera également accessible aux survivantes des provinces grâce à un système de référencement entre le projet Nengo et des ONG, des prestataires de soins de santé et des organisations de la société civile implantées à travers le pays.

À la veille de l'inauguration du projet Nengo, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) est intervenu à l'atelier du comité d'organisation stratégique du projet pour présenter les mécanismes de prévention des abus et exploitations sexuelles au sein de la communauté humanitaire, et continuera de faire le lien entre le projet et les acteurs humanitaires qui œuvrent dans les domaines de la protection, de la santé et de l'autonomisation.

OCHA coordonne la réponse aux situations d'urgence dans le monde afin de sauver des vies et protéger les personnes dans les crises humanitaires. Nous plaidons en faveur d'une action humanitaire efficace et fondée sur des principes, par tous et pour tous.

<http://www.unocha.org/car>

<https://reliefweb.int/country/caf>

<http://car.humanitarianresponse.info>

[À propos](#)

[Conditions d'utilisation](#)

[Règle de confidentialité](#)

[Droits d'auteur](#)

